

N° 22/136 /DTDP/VGN

DÉCISION

Portant signature d'une convention de mise à disposition, à titre gratuit, de la salle de la Maison de Voisinage auprès du Club des Retraités de Coignières

Le Maire de la Commune de Coignières (Yvelines) ;
11^{ème} Vice-président de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22 alinéa 5 ;
Vu la délibération n°2020-0505 du conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégation de pouvoirs au Maire ;
Vu la demande du Club des Retraités de Coignières, représenté par son Président, Monsieur Dominique PONCELIN, de pouvoir disposer de la salle de la Maison de Voisinage **Les Jeudis 8/09, 22/09, 6/10 (sortie d'Automne), 20/10, 10/11, 17/11 (Beaujolais de 9h à 18h), 1/12 et 15/12 (Repas fin d'année)** pour des Activités de l'association ;
Vu la convention de mise à disposition de la salle de la Maison de Voisinage ;
Considérant que la commune de Coignières met à disposition, à titre gratuit, auprès du Club des Retraités de Coignières, la salle de la Maison de Voisinage située rue de Neauphle le Château à Coignières, les Jeudis 8/09, 22/09, 6/10 (sortie d'Automne), 20/10, 10/11, 17/11 (Beaujolais de 9h à 18h), 1/12 et 15/12 (Repas fin d'année) ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 – AUTORISE M. le Maire ou son adjoint délégué à signer une convention de mise à disposition, à titre gratuit, de la salle de la Maison de Voisinage située rue Neauphle le Château, au Club des Retraités de Coignières, les Jeudis 8/09, 22/09, 6/10 (sortie d'Automne), 20/10, 10/11, 17/11 (Beaujolais de 9h à 18h), 1/12 et 15/12 (Repas fin d'année).

ARTICLE 2 – DIT que la présente décision est conclue et acceptée pour les dates précisées à l'article 1.

ARTICLE 3 – DIT que la présente décision fera l'objet d'une transmission à la Sous-Préfecture de Rambouillet, d'une présentation au conseil municipal et d'une notification au titulaire.

Fait à Coignières, le 29 août 2022



Le Maire,

Didier FISCHER

Vice-président de la C.A. de Saint-Quentin-en-Yvelines

La présente décision peut faire l'objet d'une voie de recours gracieuse auprès de son auteur, ou contentieuse devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, voire lorsqu'elle a été expressément prescrite, à compter de sa notification pour la ou les personnes directement visées.